

**Comité des Nations Unies pour l'exercice
des droits inaliénables du peuple palestinien**

Bulletin NGO Action News

16 novembre 2023

Moyen-Orient

- Le 20 novembre, l'[Institut d'études palestiniennes](#) organisera un webinaire intitulé « Le rôle des Nations Unies dans la guerre contre Gaza » (en arabe) au cours duquel s'exprimera Ghassan Salame, ancien conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies.
- Le 15 novembre, [Al-Mezan](#) a diffusé une note d'information préparée par le Conseil des organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme, qui présente le contexte de l'agression en cours à Gaza et avance que plusieurs hauts responsables du gouvernement et de l'armée israéliens pourraient se livrer à des actes de génocide contre les Palestiniens de la bande de Gaza.
- Le 15 novembre, [Adalah, le Centre juridique pour les droits des minorités arabes en Israël](#), a publié un rapport contenant des données sur les interrogatoires, les arrestations et les inculpations de citoyens palestiniens d'Israël au cours du mois dernier, du 7 octobre au 7 novembre 2023.
- Le 14 novembre, le [Centre de ressources BADIL pour la résidence palestinienne et les droits des réfugiés](#) et le Réseau mondial pour les réfugiés et déplacés palestiniens ont publié une déclaration commune affirmant que les organismes des Nations Unies ne sont pas parvenus à protéger les Palestiniens dans la bande de Gaza et qu'il ne suffit pas d'exprimer son « indignation » sans prendre de mesures pratiques pour mettre un terme aux souffrances des Palestiniens.
- Le 14 novembre, [7amleh, le Centre arabe pour l'avancement des médias sociaux](#), a publié un article indiquant qu'il avait recensé plus d'un million de cas de discours de haine et d'incitation à la haine contre les Palestiniens sur les plateformes de médias sociaux en hébreu depuis le 7 octobre.
- Le 13 novembre, [B'Tselem](#) a publié un article soulignant que, depuis le début de la guerre à Gaza, Israël a également intensifié ses efforts visant à chasser les communautés de bergers palestiniens du sud des collines d'Hébron. Le même jour, l'[Association pour les droits civils en Israël](#) a annoncé qu'elle avait envoyé une correspondance juridique aux forces de défense israéliennes concernant « une série d'incidents graves » commis par des soldats de réserve dans les collines du sud d'Hébron.

- Le 10 novembre, l'[Institut du Caire pour l'étude des droits de l'homme](#) a publié une déclaration affirmant qu'un cessez-le-feu immédiat était « plus urgent que jamais » à Gaza. Cette déclaration demande également la libération de tous les otages civils détenus à Gaza.
- Le 9 novembre, [Peace Now](#) a publié un rapport spécial intitulé « Le troisième front : la violence des colons dans l'ombre de la guerre de Gaza et l'incidence sur la zone C », qui détaille la recrudescence des violences commises par des colons contre les Palestiniens de Cisjordanie depuis le 7 octobre.

Asie et Europe

- Le 15 novembre, [Law for Palestine](#) a adressé une lettre aux ministres des affaires étrangères de plusieurs pays, les avertissant des conséquences juridiques potentielles de la complicité du crime de génocide commis par l'État d'Israël contre le peuple palestinien.
- Le 14 novembre, l'[Association Belgo-Palestinienne](#) a indiqué que quelque 50 000 personnes avaient défilé à Bruxelles le 11 novembre pour demander un cessez-le-feu à Gaza. Cette manifestation pacifique était organisée par une large coalition d'organisations de la société civile, de syndicats et d'ONG.
- Le 14 novembre, l'[Association France Palestine Solidarité](#) a indiqué que des dizaines de milliers de personnes avaient manifesté à Paris les 4 et 11 novembre pour exiger un cessez-le-feu immédiat à Gaza.
- Le 13 novembre, les organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme [Al-Haq](#) et [Al-Mezan](#) et le Centre palestinien pour les droits de l'homme ont publié une déclaration commune saluant l'introduction, au Parlement belge, d'un projet de loi proposant l'interdiction du commerce avec les colonies implantées dans les territoires occupés.
- Le 12 novembre, le [Centre palestinien pour le retour](#) a publié un communiqué de presse dans lequel il exprime sa préoccupation face aux bombardements aériens et terrestres d'Israël sur les installations des Nations Unies dans la bande de Gaza, tout en exhortant la communauté internationale à contribuer à garantir la protection des civils et des infrastructures civiles.
- Le 11 novembre, le [Conseil norvégien pour les réfugiés](#) a publié un communiqué de presse exprimant son indignation face aux attaques contre les hôpitaux de Gaza, soulignant que les installations et le personnel médicaux bénéficient d'une protection spéciale en vertu du droit humanitaire international.
- Le 10 novembre, [Amnesty International](#) a déclaré que sa pétition exigeant un cessez-le-feu pour mettre fin aux souffrances des civils à Gaza avait été signée par plus d'un million de personnes dans le monde entier.

Amérique du Nord

- Le 14 novembre, [Human Rights Watch](#) a publié un article soulignant que les attaques israéliennes contre les installations et le personnel médicaux décimaient le système de santé à Gaza et devaient faire l'objet d'une enquête pour crimes de guerre. Cet article invite également la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé et la Cour pénale internationale à enquêter sur ces attaques.
- Le 14 novembre, [Americans for Peace Now](#) a lancé un appel à l'action invitant les citoyens des États-Unis à exhorter leurs représentants au Congrès à s'atteler à la recrudescence des violences commises par des colons en Cisjordanie, qui menace d'aggraver la déstabilisation dans le contexte de la guerre en cours à Gaza.
- Le 13 novembre, s'exprimant au nom d'organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme, dont Al-Haq et Defense for Children International-Palestine, de Palestiniens de Gaza et des États-Unis, le [Center for Constitutional Rights](#) a intenté une action en justice devant un tribunal fédéral contre le président Biden et d'autres hauts responsables du gouvernement américain pour leur complicité dans le génocide perpétré par le gouvernement israélien contre les Palestiniens de Gaza et pour leur incapacité à prévenir ce crime.
- Le 13 novembre, [Jewish Voice for Peace](#) (JVP) a publié un article faisant état des mesures prises par les universités pour censurer et/ou suspendre les sections étudiantes de JVP et de Students for Justice in Palestine qui ont organisé des sit-in et des manifestations.
- Le 10 novembre, [The Jerusalem Fund](#) a partagé les enregistrements de trois tables rondes organisées lors de sa conférence annuelle 2023, intitulées « La Nakba à 75 ans », « Oslo à 30 ans » et « La politique des États-Unis à l'égard de la Palestine ».

Nations Unies

- Le 21 novembre, le [Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien](#) organisera une réunion sur les thèmes de l'unité et de la solidarité. L'Observateur permanent de l'État de Palestine et la Directrice du bureau de représentation de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) à New York informeront le comité de la situation actuelle au Moyen-Orient.
- Le 16 novembre, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) a diffusé une [déclaration](#) des rapporteurs spéciaux, experts indépendants et groupes de travail des Nations Unies exhortant la communauté internationale à empêcher le génocide contre le peuple palestinien à Gaza.
- Le 15 novembre, le [Conseil de sécurité](#) a adopté la résolution 2712 (2023) demandant l'instauration urgente de pauses humanitaires prolongées et de couloirs humanitaires dans toute la bande de Gaza pour faciliter la fourniture de biens et de services essentiels.
- Le 15 novembre, l'[UNRWA](#) a publié une déclaration soulignant le besoin urgent et persistant de carburant dans la bande de Gaza. Le même jour, le [HCDH](#) s'est également inquiété de

l'épuisement imminent des réserves de carburant, indiquant que cette ressource sous-tend la fourniture de tous les services humanitaires à Gaza.

- Le 15 novembre, la directrice générale de l'[UNICEF](#), Catherine Russell, a publié une déclaration sur sa visite à Gaza, où elle a rencontré des enfants, leurs familles et le personnel de l'UNICEF. Dans ses observations, elle a qualifié la situation de « dévastatrice ».
- Le 14 novembre, le porte-parole du [Secrétaire général](#) a publié une déclaration indiquant que le Secrétaire général était profondément troublé par la situation dans les hôpitaux de Gaza et demandant un cessez-le-feu humanitaire immédiat.
- Le 13 novembre, le [Bureau de la coordination des affaires humanitaires](#) (OCHA) a publié une infographie fournissant des données sur le nombre et les types de camions d'aide passant de l'Égypte à Gaza depuis le début du conflit le 7 octobre 2023. Le même jour, l'[UNICEF](#) a également publié une infographie soulignant les répercussions de la guerre sur le système éducatif dans la bande de Gaza.
- Le 12 novembre, les directeurs régionaux du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), de l'UNICEF et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont publié une [déclaration commune](#) en faveur d'une action internationale urgente pour mettre fin aux attaques en cours contre les hôpitaux de Gaza.
- Le 11 novembre, le [Programme des Nations Unies pour le développement](#) (PNUD) a publié une déclaration exprimant son profond désarroi à l'égard des informations selon lesquelles le complexe des Nations Unies dans la ville de Gaza avait été bombardé. Le personnel de l'Organisation a quitté les lieux en octobre, mais plusieurs centaines de personnes avaient trouvé refuge dans l'enceinte.
- Le 10 novembre, le directeur général de l'[OMS](#), Tedros Ghebreyesus, a présenté la situation sanitaire à Gaza lors d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la situation en Israël et dans le territoire palestinien occupé.
- Le 10 novembre, lors d'un sommet extraordinaire à Riyad, le Commissaire général de l'[UNRWA](#) Philippe Lazzarini a exhorté les États arabes à accroître leur soutien au peuple palestinien face à la catastrophe humanitaire sans précédent qui frappe la bande de Gaza.
- Le 9 novembre, la quatrième commission de l'Assemblée générale a approuvé six projets de résolution relatifs à la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. De plus amples informations ainsi que des liens vers les résolutions sont disponibles [ici](#). Le même jour, la [deuxième commission](#) de l'Assemblée générale a également approuvé trois résolutions, dont une demandant à Israël de cesser l'exploitation des ressources naturelles dans les territoires palestiniens occupés.
- Le 9 novembre, le PNUD et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) ont publié un rapport d'[évaluation rapide](#) intitulé « La guerre de Gaza : effets socio-économiques attendus sur l'État de Palestine », qui compile des données et estime les

répercussions de la guerre selon différents scénarios en utilisant un éventail d'outils analytiques.

Cette lettre d'information recense les informations sur les activités récentes et à venir des organisations de la société civile travaillant sur la question de la Palestine. Le Comité et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat des Nations Unies communiquent les informations « en l'état », sans garantie d'aucune sorte et déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude ou à la fiabilité des informations contenues dans les sites Internet dont les liens figurent dans la lettre d'information. La lettre d'information NGO Action News sera bientôt traduite dans d'autres langues.



<http://www.facebook.com/UN.palestinianrights>



<http://www.twitter.com/UNISPAL>